

«On a déjà beaucoup payé pour la Fédération»

Le député bruxellois Emmanuel De Bock (FDF) estime que la Région bruxelloise ne doit pas aider la Fédération Wallonie-Bruxelles dans son ajustement budgétaire.

ANAÏS SORÉE

Emmanuel De Bock, député bruxellois (FDF) a avalé son café de travers en lisant l'interview de Rudy Demotte dans «L'Echo» du 22 août. Le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles y estime que sans les Régions (Bruxelles et la Wallonie), la Fédération ne sait pas mener ses politiques. «Nous devons certainement rediscuter financement avec les Régions», a-t-il dit. «On ne va quand même pas encore aller taper la Région bruxelloise alors qu'elle vient tout juste d'être refinancée», réagit Emmanuel De Bock, choqué.

«On ne va quand même pas encore aller taper la Région bruxelloise!»

EMMANUEL DE BOCK
DÉPUTÉ BRUXELLOIS

Balayer devant sa porte

L'ajustement budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'élève à plus de 160 millions d'euros. D'après lui, elle doit d'abord balayer devant sa porte et réaliser des économies notamment sur les frais de fonctionnement de ses cabinets. «Il y a 7 ministres au total, dont certains avec des compétences minimales. Ne serait-il pas plus intéressant d'avoir moins de ministres avec plus de compétences, des superministres en somme?»

Emmanuel De Bock ajoute que l'appel de Rudy Demotte est dangereux. «À Bruxelles, cela peut générer des tensions avec l'autre communauté

linguistique qui a un poids important au sein de la Région. Si la Région bruxelloise donne de l'argent à la Fédération Wallonie-Bruxelles, la communauté flamande pourrait aussi en réclamer.» Il rappelle que la Région bruxelloise paie déjà chaque année depuis 2010, 17,5 millions d'euros pour financer des crèches et des écoles et que cela lui a valu un recours de la Flandre.

Le député FDF soutient que ce type de demande de la part de Rudy Demotte ouvre la voie à la régionalisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui n'est pas souhaitable d'après lui. «La Fédération Wallonie-Bruxelles doit rester le socle des valeurs entre les francophones de ce pays. Une régionalisation diviserait les Bruxellois selon leur appartenance linguistique.»

Demander au Fédéral

Pour lui, la Fédération Wallonie-Bruxelles doit plutôt demander de l'argent au Fédéral. «Par exemple, le Fédéral pourrait diminuer la TVA sur les bâtiments scolaires de 21 à 6%, voire à 0%. Cela pourrait représenter entre 150 et 200 millions d'euros qui seraient ainsi redistribués aux communautés.» Il propose aussi que le Fédéral exempte ou réduise la TVA sur le gaz, l'électricité des bâtiments publics. «Quand le Fédéral construit dans nos communes, il ne paie pas d'impôt. Les bâtiments du Fédéral sont exonérés du précompte immobilier. Ce serait donc logique que quand nous construisons des bâtiments publics, nous bénéficions de ristourne également.»

Pour le Bruxellois, Rudy Demotte choisit la facilité. «C'est plus facile de demander de l'argent à la Région wallonne et à la Région bruxelloise car ce sont des amis plutôt qu'au Fédéral où il ne dispose pas d'appui.» Il ajoute que cette demande au Fédéral aurait pu être faite avant, lorsque les socialistes étaient dans la majorité.

Reste à voir si la position du FDF, dans l'opposition à la Fédération Wallonie-Bruxelles, sera partagée par l'ensemble du gouvernement bruxellois au sein duquel les FDF côtoie le PS.